

« Géographie revisitée » ? Menteurs ! Service public liquidé !

Toulouse, le 18 juin 2019

La CGT n'a pas participé au pseudo CTL sur la « géographie revisitée » du 11 juin 2019. Nous en avons expliqué les raisons dans un tract commun avec FO, que vous trouverez sur notre site internet local (www.dgfip.cgt.fr/31).

Ne pas participer à ce dialogue social de façade n'a pas empêché nos militants de se mettre en ordre de bataille pour engager le combat contre les plans Darmanin et Dussopt.

La direction générale a enfin publié les cartes « avant/après » que nous réclamions depuis début 2019. La direction locale n'a fourni, pour seul document au comité technique, que ces deux cartes et le discours du ministre Darmanin, dans le souci de ne laisser aucune trace écrite de ce premier échange avec les organisations syndicales. Ça leur a permis aussi de rester dans le flou le plus complet sur les annonces pour les trois prochaines années.

Un coup de massue pour les personnels



Sidération est le mot le plus adapté pour définir la manière dont les collègues ont appréhendé le funeste projet du ministère, décliné, depuis, avec zèle, par la direction locale (jusque dans la moindre petite réunion « métier »). Le mépris avait déjà été constaté par l'assignation au tribunal de 40 collègues et au travers des mensonges que le directeur, lui-même, colporte sans vergogne.

Après le mépris, voici maintenant la violence. Toujours sous des dehors paternalistes...

Violence pour les collègues qui, avec les restructurations dévoilées, se retrouveront à l'autre bout de la ville ou du département, modifiant fortement l'organisation de leur vie quotidienne.

Violence par rapport à la dispersion des équipes de travail parfois existantes depuis des années.

Violence par rapport à celles et ceux qui vont être obligés d'apprendre un nouveau métier, de nouvelles compétences, alors qu'ils viennent, pour certains, d'acquérir les leurs.

Incompréhension par rapport à l'objectif, qui n'est jamais la **qualité du travail** mais qui est seulement de réaliser des **économies budgétaires**. Avec la volonté du gouvernement de faire appel massivement aux contractuels, les agents des Finances publiques découvrent une nouvelle angoisse, celle de pouvoir ne plus faire partie de notre administration dans un proche avenir.

Le projet de loi de transformation de la Fonction publique, voté il y a quelques jours, permet de réaliser la casse, sans précédent, d'une administration qu'on pensait intouchable (mission

régaliennne de calcul et collecte de l'impôt, contrôle des recettes et dépenses publiques...). Quel service public envisage-t-on si on propose un service public sans plennes compétences, dont le seul rôle serait de renvoyer le citoyen vers l'outil internet ?

A contrario, si on fait le choix d'un vrai service public, apportant une aide à tous les citoyens d'une manière égale sans distinction, si l'on veut que les plus fragiles soit au cœur du service public, si l'on veut que les plus en difficulté puisse être aidés autrement que par un écran ou par un rendez-vous à des kilomètres, alors il faut supprimer le plan Darmanin et construire avec les citoyens le véritable service public dont on a besoin : des services de plennes compétences, partout sur le territoire pour permettre à chacun d'y avoir accès sans coût ou effort supplémentaires. Choisir le plan Darmanin, c'est entériner un recul de société. Choisir les plans Darmanin et Dussopt, c'est choisir la machine à la place de l'humain, c'est choisir une République à deux vitesses.

Le plan Darmanin et le projet de loi de transformation de la Fonction publique ne sont pas des outils de modernisation, mais des outils de destruction, des outils pour que notre administration disparaisse au profit des banques et des entreprises, en faisant croire à la population qu'elles seraient plus efficaces et plus justes pour collecter l'impôt...



Quelques premiers exemples de résistance...

Mirail : « en marche » vers l'apartheid social ...

Au Mirail, en réaction aux annonces de la direction, une assemblée générale de plus de 70 personnes a dénoncé la brutalité avec laquelle la direction jouait avec les personnels des Finances publiques. La disparition annoncée du SIE du Mirail et le fait que le SIP du Mirail (récemment fusionné) perde la gestion des communes hors Toulouse (au profit des SIP de Colomiers et Muret) fait craindre le pire pour les personnels affectés sur ce site.

Annoncer un changement de lieu de travail ou un changement de compétences, non souhaités et non préparés, rappelle les méthodes tristement célèbre de France-Telecom, dont les dirigeants sont aujourd'hui jugés pour la brutalité de leur gestion des personnels. Dans l'esprit des collègues, le doute n'est pas permis, nous sommes considérés comme des pions interchangeable les uns avec les autres.

De surcroît, dans ce quartier populaire, les restructurations annoncées conduisent à une inadmissible ghettoïsation.

Après la sidération, vient le temps de la réflexion et de la bataille. Les personnels ont décidé de ne pas se laisser faire. Avec les habitants du quartier, avec les élus, avec les associations, nous allons nous opposer au gâchis organisé. La CGT mettra tout son poids dans ce juste combat, afin que notre service public garde la place qui est la sienne dans le quartier : un service public de proximité ouvert vers la population et utile aux citoyens. Une première rencontre avec élus et associations est fixée.

Comminges : pas moins malmené que le reste du territoire...

Dans le sud de la Haute-Garonne, ces dernières années ont vu le transfert de la fiscalité immobilière, le contrôle sur pièces et l'enregistrement de Saint-Gaudens vers Toulouse. Après que les trésoreries mixtes de l'Isle-en-Dodon (en 2016), d'Aurignac et d'Aspet (en 2017) aient

été fermées, le projet de « géographie revisitée » doit faire disparaître les sept trésoreries mixtes restantes !

Elles seront remplacées par trois centres de gestion comptable, dont un à Saint-Gaudens qui devrait s'occuper des collectivités locales, un autre à Boulogne-sur-Gesse et le dernier à Bagnères-de-Luchon. Leur activité sera spécialisée (EHPAD, hôpitaux, eau ?).

Promises à disparaître : Cazères, Salies-du-Salat, Montréjeau et Saint-Béat, transformées en d'incertains accueils de proximité gérés par le Service impôts des particuliers de Saint-Gaudens, bien incapable aujourd'hui, faute d'effectifs suffisants d'envoyer des agents assurer des permanences, même quelques heures par semaine. Les collectivités locales de Mane, Gourdan-Polignan, Cazères et Saint-Gaudens pourront trouver, ponctuellement, un conseiller aux collectivités locales, probablement un ancien comptable issu des trésoreries fermées, sensé les seconder. Mais pour combien de temps ?



Le centre des Finances publiques de Saint-Gaudens abriterait trois services devenus des antennes du site de Muret en lieu et place de services de pleine compétence. **Exit de Saint-Gaudens le service impôts des entreprises, le centre des impôts fonciers et le secteur public foncier (ex-hypothèques), qui seraient désormais rattachés au centre des Finances de Muret qui déciderait des missions qui leurs seront dévolues.**

Quel avenir pour tous les agents concernés par ces bouleversements? Nul ne le sait !

Les agents des trésoreries disparues rejoindront-ils les centres de gestion comptable ? Sous quelles conditions ? Les antennes seront-elles pérennes avec

un TAGERFiP particulier qui maintiendrait tous les postes? Rien n'est sûr et tout est anxiogène à l'heure où nous écrivons...

Lauragais : laboratoire de la « géographie revisitée » en Haute-Garonne

Les deux responsables de service de Caraman et Baziège ont appris l'information de la fermeture de leur site au 1^{er} janvier 2020 lors de la réunion des cadres du 11 juin 2019, sur le diaporama diffusé à l'ensemble de l'assistance !

Elles ont dû, ensuite, en aviser elles-mêmes leurs agents. ! Ni les cheffes de service, ni les agents ne savent ce qu'ils deviennent dans... six mois. Un tel mépris, une telle violence, c'est du jamais vu !!!

Concrètement, ces restructurations se traduisent comme d'habitude par la disparition de services de pleine compétence : la mission impôt est transférée au SIP de Rangueil. Celle de la gestion des collectivités locales part vers le CFP de Castanet.

Les deux services qui accueillent ont déjà eu à subir respectivement :

- la fusion avec le SIP de Toulouse Sud-Est et l'absorption des secteurs recouvrement de Castanet (spécialisation 2016) et de Nailloux (fermeture 2019) ;
- la spécialisation en SPL en 2016, la gestion de cinq communes pour le compte du CFP de Baziège à qui les moyens n'étaient plus donnés depuis la décision de non fermeture en 2018.

et deviennent des structures de taille encore plus importante.

C'est la philosophie de cette réforme d'ampleur ! Constituer des paquebots inhumains où le travail sera morcelé et taylorisé. Les agents peuvent s'attendre à y perdre leur intérêt au travail mais c'est ce que cherche notre direction générale, dans le contexte de liquidation du statut du fonctionnaire.

La trésorerie de Castanet passe de 16 communes gérées à 109 en 2022 !

Pour exemple, Castanet gère actuellement 16 communes, en gèrera 65 à compter de 2020 (Caraman + Baziège) puis 109 dès 2021 où seront absorbés, sur la même trame, les communes et budgets gérés par Villefranche de Lauragais et Revel.

Si on raisonne en termes de budgets, Castanet passerait de 65 en 2019, à 166 en 2020 et 289 en 2021 !

Car ces absorptions, une fois encore, se font, pour les services qui accueillent, sans aucune garantie de récupérer les emplois qui vont avec les charges.

D'autant plus que la direction locale, pour réussir cette première étape 2020 de la géographie revisitée, va se donner tous les moyens. Notamment celui d'acheter la paix sociale en garantissant aux agents et chefs de service victimes de ces fermetures (là encore, une promesse à surveiller) le choix de leur nouvelle affectation ! Même en sur-effectif et avec la formation nécessaire. Gageons même que du travail à distance pourrait être proposé aux collègues restructurés !



Par le passé, le Lauragais s'était déjà mobilisé contre le projet de fermeture des CFP de Baziège et de Nailloux, contre les transferts de compétences (vers paierie départementale ou vers CFP Villefranche de Lauragais) sans transfert d'emplois ou encore contre les suppressions exagérées d'emplois. De nombreuses communes s'étaient exprimées, par voie de délibération contre ces fermetures. Notre DRFiP a la mémoire courte, ces actions remontant à 2018 !

Après cette pré-figuration 2020, le Lauragais perdrait aussi la pleine compétence des Centres des finances publiques de Villefranche de Lauragais et de Revel (même schéma vers Castanet et Rangueil).

Ces deux services se spécialiseraient, respectivement en « eau et assainissement » et en « établissements de santé ». La paierie départementale perdra-t-elle Réseau 31 ? Subsistera-t-elle ? Aucune piste n'est à exclure, d'autant que la Direction n'a (volontairement) donné aucun écrit de son projet « géographie revisitée » à personne et que le projet n'est pas, selon elle, encore assez affiné.

La CGT a d'ores et déjà contacté les élus sur ce projet et la résistance s'organise, ici comme ailleurs, pour argumenter, démêler le faux du vrai dans la communication nationale et locale, organiser la lutte pour le **retrait du plan Darmanin**.

Nous invitons toutes celles et ceux qui veulent participer au combat contre ces projets qui ont pour objectif d'en finir avec l'ensemble des conquêtes sociales issues du Conseil national de la résistance à nous rejoindre. Le service public, « patrimoine de ceux qui n'en ont pas », en fait partie !